



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA NIÈVRE

**Préfecture de la Nièvre
Secrétariat général**

Direction du pilotage interministériel
et des moyens

Guichet unique ICPE
Pôle enquêtes publiques

Tél. 03 86 60 71 46
Télécopie : 03 86 60 72 51

N° 2011-P- 1157

ARRÊTÉ

mettant en demeure Monsieur le Directeur de la SADE CGTH de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2007-P-1778 du 30 mars 2007, pour son centre de stockage de déchets non dangereux de LA FERMETE (Nièvre)

**Le préfet du département de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2007-P-1778 du 30 mars 2007 autorisant la Sté SADE à poursuivre et à étendre l'exploitation de son centre de stockage de déchets non dangereux situé sur la commune de LA FERMETE (Nièvre),
- VU** l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié, relatif aux installations de stockage de déchets non-dangereux,
- VU** la fiche des constatations de l'inspection des installations classées, en date du 5 avril 2011,
- CONSIDÉRANT** que depuis deux ans les analyses sur le paramètre SO₂ montrent un dépassement sur la paramètre SO₂ en sortie de torchère,
- CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas mis en œuvre de moyens pour remédier à ce dépassement,
- CONSIDÉRANT** qu'en ne respectant les dispositions de son arrêté d'autorisation reprises ci-dessus l'exploitant ne garantit pas en toutes circonstances, les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment en matière de nuisances et de risques,
- CONSIDÉRANT** que selon l'article L.514-1-1 du code de l'environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Nièvre

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : PRESCRIPTIONS

En application de l'article L.514-1-1 du code de l'environnement, le Directeur de la SADE CGTH, sise 11 rue des Perrières à NEVERS, est mis en demeure, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de se conformer aux prescriptions des articles 3.1.3 et 7.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-P-1778 du 30 mars 2007, susvisé.

De plus, l'exploitant est invité à présenter à l'inspection des installations classées une solution technique sous 3 mois pour se conformer aux prescriptions de l'article 3.2.2 et sous 6 mois pour sa mise en service effective.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Faute à l'exploitant de se conformer aux dispositions fixées aux articles précédents, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

Les dispositions du présent arrêté peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de DIJON) par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

ARTICLE 4 : NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Un extrait du présent arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins du chef d'établissement,

ARTICLE 5 : EXÉCUTION ET NOTIFICATION

Une copie de présent arrêté, notifié par la voie administrative à Monsieur le Directeur de la société SADE CGTH, sera adressée à :

- M. le secrétaire général de la préfecture,
- M. le maire de LA FERMETE,
- M. le directeur régional de la DREAL,

chargé, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

Fait à NEVERS, le 20.04.2007

Le préfet,

